

Réponse récapitulative

La Participation Politique des Jeunes Femmes en Afrique : défis, enjeux et perspectives

i**KNOW**
poli**HICS**

Réseau international de Connaissances sur les Femmes en Politique



En dépit du fait qu'elles représentent plus de 50 pour cent de la population du monde, les femmes continuent à ne pas avoir un accès satisfaisant aux postes à responsabilités et aux ressources politiques à tous les échelons du gouvernement. La participation équitable des femmes à la prise de décision ne constitue pas une simple exigence de justice ou de démocratie, mais une condition *sine qua non* de la prise en considération des intérêts des femmes. Les structures de gouvernance qui n'autorisent pas la participation équitable des hommes et des femmes ou ne leur permettent pas de bénéficier dans une égale mesure des interventions de l'Etat ne sont, par définition, ni inclusives, ni démocratiques.

En 2007, inquiètes de la lenteur et du caractère fragmentaire des avancées enregistrées par les femmes dans le domaine politique au cours du siècle écoulé, cinq organisations internationales se sont alliées pour faire de la participation politique des femmes leur priorité collective et mettre au point une stratégie allant dans le sens des efforts accomplis par chacune d'entre elles pour promouvoir l'égalité des sexes dans la politique.

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)
Union interparlementaire (UIP)
Institut national démocratique (NDI)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Le Réseau international de connaissances sur les femmes en politique (www.iKNOWPolitics.org) est un réseau en ligne soutenu conjointement par cinq organisations partenaires dans le but de renforcer la participation des femmes à la vie politique et l'efficacité de leur action grâce à un forum technologique leur offrant l'accès à des ressources et des connaissances essentielles, nourrissant le dialogue, générant des connaissances et permettant aux femmes responsables politiques de mettre en commun leur expérience.

En à peine trois ans, iKNOW Politics est devenu l'un des premiers sites Internet traitant de la participation politique des femmes. Fort d'une bibliothèque rassemblant plus de 5300 documents, iKNOW Politics se fait le relai de l'expérience et du savoir combinés de ses 92 experts de renommée internationale et de ses 10 000 membres dans plus de 150 pays. iKNOW Politics a recueilli et diffusé des informations se rapportant aux enseignements tirés par les femmes en tant qu'électrices, candidates et législatrices élues, ainsi qu'aux meilleures pratiques les concernant.

Vous trouverez ci-dessous une version imprimée de l'un des produits du savoir dégagé par le réseau iKNOW Politics les plus fréquemment cités, qui réunit la contribution d'experts et de membres du monde entier. Pour poser une question en propre, contribuer aux discussions en ligne, naviguer dans la bibliothèque de ressources ou lire d'autres réponses récapitulatives d'experts d'iKNOW Politics, des résumés de forums de discussions, des entretiens avec des dirigeantes, ou écrire à iKNOW Politics à l'adresse connect@iknowpolitics.org pour entrer en contact avec notre collaboratrice dans votre région du monde, veuillez vous rendre sur le site Web d'iKNOW Politics, qui est disponible en **anglais, français, espagnol et arabe**.

Réponse récapitulative la participation politique des jeunes femmes en Afrique : défis, enjeux et perspectives

Cette réponse récapitulative se fonde sur les études réalisées par le personnel d'iKNOW Politics, ainsi que sur les contributions soumises par Soyata Maiga de l'AJM, spécialiste droits de l'homme à l'Union Africaine, de Julie Ballington, experte d'iKNOW Politics du PNUD, Marcia Greenberg, spécialiste en démocratie, Hadiza Djibo, sociologue nigérienne.

Question

A l'instar des autres continents, quels sont les défis majeurs auxquels sont confrontées les jeunes femmes africaines pour participer à la politique ?

Introduction

Les femmes africaines représentent, quantitativement, moins de 20 %¹ des décideurs au pouvoir ou dans les organisations politiques. C'est ce qui fait dire à la sociologue nigérienne Hadiza Djibo² : « Les termes « femme » et « politique » sont encore à l'heure actuelle antithétiques, semblant à la limite s'exclure l'un et l'autre. Les causes se révèlent similaires : analphabétismes, traditions religieuses, mentalités rétrograde et préjugés antiféministes, dépendance et aliénation économique qui font entrave à l'entrée de la « moitié dangereuse » de la société dans le monde des affaires politiques ». Il convient de dire néanmoins qu'aujourd'hui malgré les barrières culturelles et socio politiques, la dynamique de la promotion des femmes en politique est en marche. Le processus d'émancipation et de participation politique des femmes est en hausse par rapport aux années précédentes en Afrique. Nombreuses sont les femmes qui sont dans la sphère politique, l'Afrique compte deux femmes présidentes de la République au Malawi et au Liberia. D'autres femmes leaders occupent les postes ministériels, Premier Ministre, Générales des armées, Magistrats. Cette émergence des femmes diffère d'un pays à l'autre selon la législation,

¹ UIP, les femmes en politique, 2012
http://ipu.org/pdf/publications/wmmap12_fr.pdf

² Hadiza Djibo, *La participation des femmes africaines à la vie politique, les exemples du Sénégal et du Niger*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.13

certaines optent pour les 30% de quotas d'autres comme le Sénégal ont instauré la parité. Concomitamment à cet accroissement du nombre de femme dans la vie publique, il faut noter que la population africaine est très jeune soit 60% qui ont moins de 35 ans, la part des jeunes femmes fait 35%³. De Mexico en 1975 en passant par Beijing, les femmes africaines se sont engagées pour promouvoir l'émancipation des femmes et leur participation à la vie publique. L'objectif 3, des Objectifs du Millénaire pour le Développement fait aussi état de l'égle participation des hommes et des femmes à la politique. On s'attendrait donc à ce que les jeunes femmes du continent profitent des acquis des anciennes générations. Or, une étude récente du CREPOS⁴ a démontré que les jeunes femmes sont très faiblement représentées en politique. Les femmes leaders africaines sont les mêmes depuis vingt ans, une interrogée par iKNOW Politics dit ceci : « cela fait vingt ans que nous nous battons nous sommes épuisées, mais nous ne voyons pas la relève... »⁵. Ces anciennes générations se sont tellement battues et ont beaucoup de mal à maintenir leur place, ce n'est donc pas une chose aisée pour elles de former et promouvoir l'émergence des jeunes femmes en politique. Les femmes qui se battent contre la discrimination, ne parviennent pas à inscrire dans leur agenda la réduction des inégalités genre. Elles n'ont pas réussi à créer une masse critique de jeunes femmes pour assurer la relève. Dans un souci démocratique, les besoins de toutes les couches de la population devraient être pris en compte dont ceux des jeunes femmes. D'autant plus que les réalités qu'elles vivent sont différentes de celles de leurs aînées. Elles sont les seules à pouvoir exprimer clairement leurs besoins. Lorsque l'on essaye d'étudier ce phénomène on est confronté à l'insuffisance d'étude sur le sujet. Les études sont souvent relatives au vote des jeunes en général sans différencier par sexe.

Cette réponse récapitulative va faire la lumière sur la participation politique des jeunes femmes en Afrique. Les informations recueillies portent surtout sur l'Afrique de l'Ouest mais la tendance sur l'ensemble du continent est la même. Il s'agira de voir dans quelles mesures les jeunes femmes participent à la vie publique en mettant un accent particulier sur les défis et les perspectives.

³ John May, Banque mondiale, 2011

<http://go.worldbank.org/G20XVRN7U0>

⁴ Centre de recherche sur les politiques sociales, 2011

<http://www.afriquejet.com/instance-politique-2011121629795.html>

⁵ Me Zouboye, opinion d'expert, 2012

1. LES DEFIS DE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES FEMMES

La société patriarcale

La société patriarcale freine la participation des femmes et surtout des jeunes femmes. En effet, traditionnellement les hommes se réunissent pour décider au nom de la société entière. Les différents mouvements d'émancipation de la femme ont tout de même réussi à sensibiliser sur l'importance de la participation des femmes. Mais de quelle femme ? Il s'agit des femmes âgées (adulte, mariée avec des enfants). La société patriarcale laisse peu de place aux jeunes pour s'exprimer encore moins aux jeunes femmes. Les jeunes filles n'ont pas leur mot à dire dans la société, celles qui oseraient briser cette donne seraient bannies. La lutte d'émancipation des femmes n'a pas encore réussi à défaire ce construit social de la place de la jeune femme. Les femmes leaders elles mêmes ont du mal à travailler avec les jeunes femmes, celles-ci doivent se consacrer uniquement à les écouter pour se former. Le fait d'être dirigé par une femme jeune est très mal perçu et par les hommes et par les femmes. Pour mieux comprendre ce phénomène, un exemple nous vient d'une étude de Wid tech⁶ au Mali. Au niveau local, certaines femmes sont choisies pour se joindre au conseil des hommes et parler au nom des femmes. Selon l'étude, la représentante des femmes est choisie en fonction de critères spécifiques et bien reconnus, tels qu'une griotte, une femme d'une caste plus élevée, la sœur d'un chef ou une épouse préférée, ou encore une femme plus âgée qui a dépassé ses années fécondes. Par exemple, à Goundam, il existe une femme plus âgée qui a beaucoup d'expérience et qui est très respectée. Elle fait partie d'une association nationale de femmes maliennes. Souvent, elle est invitée par les hommes pour représenter les intérêts des femmes. Aussi, si les femmes ne sont pas forcément représentées directement et de manière visible dans l'association villageoise ou l'association des parents d'élèves et si elles ne votent pas toujours, il s'agit pourtant d'une manière légèrement plus formelle d'intégrer leurs besoins et points de vue à la prise de décisions. Cependant ce qui reste problématique c'est l'âge des femmes qui parviennent à intégrer les cercles fermés de la prise de décision. Il est évident que la jeune femme se trouve complètement discriminée à ce niveau informel de pouvoir. Les femmes jouent un rôle politique mais dans un système hiérarchisé où les hommes dominent. Ce pouvoir

⁶Marcia E. Greenberg, Dr Rachel-C Okani, *Participation Accrue des Femmes à la Prise de Décisions au Niveau Local au Mali*, p3-5, 2011

masculin ne favorise pas les femmes et l'importance quantitative des hommes leur permet de s'imposer et de les contrôler.

Les espaces politiques des femmes sont en marge de l'officiel, leurs actions ne sont pas reconnues. Lorsqu'elles sont impliquées en politique, elles sont minoritaires et se concentrent dans les organisations dites « féminines » et ne s'impliquent que pour les questions de genre. Les hommes très souvent les méprisent et n'hésitent pas à utiliser les violences verbales et physiques pour les intimider. Marguerite Lusamba présidente du Rassemblement des Démocrates Conciliants, en RDC a partagé son expérience avec iKNOW Politics : « J'ai posé ma candidature pour briguer la magistrature suprême toujours avec cette envie de départ de conquérir le pouvoir pour faire changer les choses et ouvrir la voie à d'autres femmes. La caution était de cinquante mille dollars (américain) ce qui est énorme. Malgré les réticences de ma famille, j'ai vendu ma parcelle à un prix inférieur à sa valeur pour payer ma caution. En plus d'avoir « bradé » ma parcelle, j'étais insulté, traité de tous les noms : prostituée, femme légère, mauvaise mère, mauvaise épouse. Cela n'a pas suffi, j'ai été enlevé, torturé, on m'a injecté des produits. J'ai reçu deux balles dans la jambe et une balle dans la tête. J'ai failli perdre la vie à cause de mon engagement politique. Cette expérience n'a en rien entamé ma détermination. Aujourd'hui je suis candidate pour les législatives de 2011. J'ai dû me retirer de la course à la présidence car mon parti fait partie d'une alliance de l'opposition qui a désigné un candidat consensuel. Mais en 2016, je me représenterai aux présidentielles. Il n'y a pas le respect de la femme en politique »⁷. Les femmes sont uniquement mobilisées pour assurer la paix et la cohésion sociale. Grâce à la pression internationale et aux plaidoyers des organisations féminines pour inclure d'avantage de femmes à la vie publique, les hommes ont cédé quelques sièges aux femmes. Au parlement elles représentent dans de nombreux pays africains 10% des élus, au Gouvernement elles ne s'occupent que très rarement des portefeuilles de souveraineté (UIP)⁸. Les mesures discriminatoires pour augmenter le nombre de femmes de manière quantitative offrent l'argument de la compétence et de l'expérience que les hommes utilisent pour réduire le rôle des femmes. Dans un tel contexte, la difficulté pour une jeune femme africaine d'émerger en politique est double : l'âge et le genre. De ce fait, les jeunes femmes ont intériorisé ce construit social et se contentent d'être des spectatrices en laissant le soin à leurs aînées de mener la lutte pour l'émancipation des femmes. Elles attendent l'âge adulte pour s'intéresser à la vie publique qui apparaît comme une sphère interdite.

⁷ iKNOW Politics, Entretien avec Marguerite Lusamba, 2011
<http://iknowpolitics.org/en/2012/06/marguerite-lusamba>

⁸ UIP, Les Femmes dans les Parlements nationaux, 2012

Par ailleurs, traditionnellement les espaces d'expression des femmes et des hommes sont nettement différenciés. Les espaces dits ouverts pour les hommes (place publique, lieu de culte, réunion des chefs de lignages dans les villages et quartiers, cimetières, lieux de débats, etc.) et les espaces fermés ou privés pour les femmes (domicile familial, cours des maisons, lieu de réunion des tontines, etc.) Si la période des rencontres pour les hommes n'est pas limitée dans le temps, pour les femmes, la nuit semble exclue. Cette question de mobilité réduite des femmes dans le temps et l'espace va être déterminante dans la place accordée aux jeunes femmes au sein des partis politiques.

La place des jeunes femmes dans les partis politiques

Dans le rapport de la recherche sur la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest (Afriques Créatives), il semblerait que le genre ait une influence sur la participation politique des femmes. Les jeunes femmes en particulier et les femmes sont peu représentées dans les structures politiques formelles 37,3% contre plus de 93% pour les hommes⁹. Cette faible part des femmes dans les structures formelles telles que les partis politiques a une incidence directe sur le nombre de femmes au Parlement. Une étude de notre experte Julie Ballington a démontré que les femmes dans le monde entier sont pour la plupart âgées, on trouve très peu de jeunes femmes au sein des Parlements. Un sondage auprès des parlementaires confirme cette thèse : *“Les réponses consolidées à l'enquête confirment la croyance populaire qui veut que les parlementaires aient en général dépassé le milieu de la vie. Presque 60 pour cent des personnes interrogées avaient plus de 50 ans, aucune variation significative n'ayant été enregistrée entre les hommes et les femmes. Toutefois, les parlementaires ayant entre 70 et 80 ans, qui représentent trois pour cent, étaient tous des hommes. Un tout petit peu plus de 10 pour cent des parlementaires étaient âgés de 30 à 40 ans, et moins de un pour cent avaient de 20 à 30 ans, ce qui peut donner à penser que la politique parlementaire intéresse peu les jeunes, ou peut-être qu'ils se heurtent à beaucoup d'obstacles lorsqu'ils se présentent aux élections parlementaires.”*¹⁰

Dans les pays africains, il est très rare de trouver des jeunes de moins de 35 ans siégés à l'Assemblée. Un adage bambara dit ceci : *« l'exercice du pouvoir n'est pas une affaire de jeunes »*. Les jeunes se désintéressent d'un système politique verrouillé alors qu'ils représentent un poids démographique important en moyenne 35 % de la population¹¹

⁹ Afriques créatives, Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone *Formes, enjeux et politiques publiques*, p13, 2012

¹⁰ iKNOW Politics, Réponse récapitulative sur l'engagement des jeunes femmes en politique, p2, 2008

¹¹ OCDE, les dynamiques démographiques, p8, 2007

(OCDE), ils sont mobilisés pour raisons électorales, notamment par le biais des sections de jeunes des partis politiques qui ne décident de rien. Certaines dispositions visant à ouvrir aux jeunes la possibilité de participer en politique (Parlement des Jeunes, conseil national de la jeunesse) sont dans les faits très contrôlées. Les jeunes leaders politiques reproduisent les modèles et pratiques du milieu politique. Pourtant, les jeunes pratiquent d'autres formes de participation politiques, notamment en milieu étudiant, quoiqu'on ne sache pas bien quelle est la nature de la participation des jeunes femmes dans ces formes de participation politique. L'étude du CREPOS sur le Burkina, le Mali, le Togo et le Sénégal confirme la faible représentation des jeunes femmes dans les instances politiques. Au sein des partis politiques les commissions des femmes sont toujours dirigées par des femmes âgées. Les jeunes femmes cherchent difficilement à se faire une place entre la commission jeune (dominée par les jeunes hommes et la commission femme qui est composée essentiellement de femmes âgées. Toujours selon l'étude en Afrique de l'Ouest, sur les centaines de partis politiques, rares sont ceux qui ont des jeunes femmes à la tête de leurs différentes commissions, la même tendance se confirme dans les autres pays de la sous région. C'est depuis peu que la question du renouvellement du leadership se pose et les partis dirigés par les jeunes hommes se multiplient, très peu sont créés ou dirigés par les jeunes femmes. Au Ghana par exemple il y a Samia Nkrumah qui est à la tête de la (Convention People's party) elle a 50 ans ! Helen Zille ancienne Maire de Cape Town en Afrique du Sud, elle était à la tête de l'Alliance Démocratique. Diriger un parti politique est un pari auquel les jeunes femmes elles mêmes n'osent pas s'aventurer dans la mesure où elles ne sont pas véritablement perçues comme des « décideurs ». Elles doivent se terrer dans les différentes commissions pour apprendre et se former, elles ne pourront devenir décideur qu'une fois âgée. Les hommes au sein des partis politiques ont du mal à donner de la visibilité aux femmes encore moins aux jeunes femmes. Pour les listes présentées aux législatives, dans certains pays, le financement des partis politiques est conditionné au nombre de femmes élues dont dispose le parti. C'est le cas au Mali, dans la charte des partis politiques, il est prévu que 10% des crédits seront octroyés aux partis politiques qui ont des femmes élues en tant que conseillères et députés. L'article dit ceci : « une *quatrième fraction égale à 10 % des crédits est destinée à financer les partis politiques proportionnellement au nombre de femmes élues à raison de 5% pour les députés et 5% pour les conseillères communales* ¹² ».

<http://www.oecd.org/dataoecd/7/42/39803778.pdf>

¹² Charte des partis politiques du Mali, p6, 2005

Ils sont encouragés à mettre des femmes en tête de liste. Mais rien n'est dit dans ces textes sur l'âge de ces femmes, et celles qui parviennent à se hisser au sommet pensent difficilement aux futures générations pour la simple raison qu'elles ont mis du temps avant de s'imposer et qu'elles se battent continuellement pour exister.

Aida Niang la plus jeune élue du Sénégal qui est conseillère communale a seulement 25 ans, elle est membre du Parti pour l'Indépendance et le Travail (PIT) lors d'un échange avec iKNOW Politics, elle a clairement affirmé qu'elle avait la double difficulté d'être jeune et d'être une femme. Elle déplore le manque de dialogue entre les générations et ce réflexe qui consiste à reléguer au second plan les jeunes femmes. Elle est aussi présidente de l'association « pépinière des jeunes filles » dont l'objectif est justement de faire participer les jeunes femmes à la vie publique. Son engagement politique lui cause beaucoup de tords au sein de la société où elle est perçue comme un « garçon manqué » et trop jeune pour compromettre son avenir avec la politique.

Au sein des partis politiques, les femmes sont la première force mobilisatrice. Elles sont au premier rang pour confectionner les pagnes et organiser tout le folklore qui entoure les campagnes électorales. Elles jouent donc un rôle prépondérant dans la mobilisation et le vote mais elles



Aida Niang

demeurent victimes des coalitions. Un témoignage recueilli dans le rapport de l'AJM dit ceci : « Les femmes constituent la force de la politique malienne. Dans tous les partis politiques, elles sont majoritaires et elles se battent jour et nuit pour faire adhérer les gens aux partis afin d'accroître leurs effectifs. Elles font tout pour trouver de l'argent et payer les cotisations, et sont régulières aux réunions. Elles dépensent leur propre argent pour les activités du parti. Ensuite, lorsqu'il s'agit d'occuper des postes au même titre que les hommes, des problèmes se posent. Les hommes nous barrent complètement la route. Ils veulent que les femmes restent au bas de l'échelle politique malgré leurs efforts. Parmi les difficultés liées à la participation politique des femmes, celle-ci est la principale. Le rôle des femmes est important mais leur place est faible. »¹³

¹³ AJM, Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone *Formes, enjeux et politiques publiques*, Rapport national du Mali, p15-20, 2011

Les partis politiques devraient plutôt s'organiser pour faciliter la formation et la promotion des femmes en politique. Pour ce faire ils disposent de plusieurs alternatives comme l'indique notre expert Julie Ballington : « *Les partis politiques peuvent jouer un rôle de premier plan en donnant aux femmes un accès égal au financement public et en créant des réseaux spéciaux de collecte de fonds destinés aux candidates. En effet, le coût des campagnes électorales est aussi problématique pour les femmes et surtout les jeunes femmes* ». *Les frais de campagne ne cessent d'augmenter, il est essentiel que les partis politiques adoptent des politiques offrant des aides et des incitations financières aux candidates pendant les campagnes.* (Ballington, J. Expert Opinion, 2009).

En l'excluant de la prise de décision, la jeune femme africaine a développé d'autres espaces d'échange pour peser sur le débat public. Il s'agit entre autres des associations et des tontines. Ces structures qui appartiennent à la société civile leur permettent de prendre position et d'agir sur les problèmes de la société.

Augmentation des jeunes femmes dans les organisations informelles

La majorité des femmes s'activent dans les structures qui sont parallèles aux structures politiques formelles (associations de quartiers, tontines, groupes artistiques, syndicats, associations religieuses, etc.). Ce mode informel de faire de la politique est un défi dans la mesure où il n'est pas évident que les associations et les tontines préparent des futures femmes politiques. Grâce à ces structures, elles se revalorisent et ont le sentiment de participer à la politique car les problèmes débattus sont souvent du domaine politique. Ces associations féminines sont nombreuses à travers le continent en Ouganda WOUNET (réseau des femmes ougandaises), au Mali (la coordination des associations et organisations féminines (CAFO), au Sénégal (Femmes Africa Solidarité) en Côte d'Ivoire le Réseau des femmes musulmanes etc. Les organisations syndicales et les associations dites « féminines » prennent souvent positions sur les questions politiques. En ayant peu de voix à l'Assemblée, les femmes utilisent les associations pour faire pression sur les décideurs. Au sein de ces organisations, les jeunes femmes sont minoritaires, elles dirigent souvent des structures qui s'intéressent particulièrement au champ humanitaire (mendicité) et à la santé (VIH). Toutes les autres questions plus politiques comme le droit des femmes, la participation politique des femmes sont souvent traitées par les associations dirigées par les femmes adultes. Néanmoins, de plus en plus ces organisations attirent les jeunes femmes ;

pour la plupart c'est une autre manière de contribuer à la politique sans faire la politique « politicienne ».

Ces organisations informelles apparaissent donc comme des formes d'expression politiques où la parole des jeunes femmes est libérée car elles sont souvent entre femmes. Elles trouvent dans ces espaces beaucoup de liberté qui leur procure le sentiment du devoir accompli. L'augmentation d'associations féminines est synonyme d'un certain malaise face à la politique. La plupart de ces femmes actives dans les tontines ou associations vous diront qu'elles ne veulent pas faire de la politique. C'est comme si à travers ces organisations les jeunes femmes en particulier trouvent une réponse au rôle de figurante qu'on leur offre au sein des partis politiques.

Outre la place accordée aux femmes en générale dans les partis politiques, et l'émergence de sphères informelles d'échanges, la pauvreté des jeunes femmes freine considérablement leur participation à la vie publique.

Le pouvoir économique des jeunes femmes

Dans une société patriarcale, où les femmes se battent pour se faire entendre, la politique comme le dit notre experte Julie Ballington : « *coûte chère* ». Il faut de l'argent pour se faire une place de choix sur les listes des partis politiques. Par conséquent, la pauvreté des jeunes femmes africaines est un autre défi majeur auquel elles doivent faire face. Une étude de la Banque mondiale¹⁴ a dressé le portrait du jeune africain comme suit : « Le jeune Africain type est une jeune femme de 18 ans et demi, qui vit en milieu rural et a arrêté ses études. Elle est célibataire mais sur le point d'être mariée ou donnée en mariage à un homme environ deux fois plus âgé qu'elle. Elle aura six ou sept enfants dans les vingt années à venir ». En plus de ce contexte déjà difficile, la crise économique comme l'indique ce rapport risque de « frapper les africaines sur deux fronts, d'une part en coupant court à l'accumulation de capital par les femmes, et d'autre part en réduisant considérablement les revenus individuels des femmes et les budgets de leurs ménages. Cette situation serait particulièrement défavorable aux petites filles et aux jeunes femmes. Toujours selon ce rapport, l'éducation des garçons est largement protégée des chocs et les parents sont

¹⁴Banque Mondiale, Indicateurs du développement en Afrique (ADI), 2011

<http://go.worldbank.org/Y4U21Y5FC0>

souvent plus enclins à retirer de l'école une fille qu'un garçon lorsque l'argent vient à manquer pour payer les études de leurs enfants. La Vice-présidente de la Banque Mondiale a cité en référence les résultats d'études montrant la baisse des revenus des ménages en Ouganda et une chute des revenus de l'agriculture à Madagascar où les filles sont les premières à être retirées de l'école. Par ailleurs, contrairement à ce qui se passe dans les pays riches tels que les États-Unis, où les suppressions de poste concernent davantage les hommes, la crise en Afrique réduit davantage les possibilités d'emploi des femmes. Dans beaucoup de secteurs exportateurs, comme les fleurs coupées en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, ou le textile au Kenya et au Lesotho, ce sont les femmes et non les hommes qui sont les premières victimes des contractions d'effectifs dues à la crise. La diminution des envois de fonds et des micro-financements entamerait encore davantage les budgets dont les femmes disposent. La pauvreté des femmes et particulièrement des jeunes femmes a une incidence directe sur leur participation politique. En effet, selon le rapport d'Afrique Créatives, qui a interrogé des jeunes femmes non engagées en politique, il se trouve que la majorité d'entre elles sont au chômage ou en recherche d'emploi. Selon un rapport de l'UNECA¹⁵, en Afrique les jeunes de moins de 15 ans représentent généralement 40 à 50 % de la population. Ils sont saisis par une vive inquiétude sur leur avenir. Le chômage et le sous emploi sont endémiques et les efforts réalisés pour leur scolarisation et leur formation sont insuffisants. Les écoles professionnelles restent souvent inadaptées et le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, artisanat rural) est négligé par les pouvoirs publics et souffre de sa faible compétitivité.

Au niveau des jeunes femmes engagées en politique (rapport Afriques créatives), la majorité (4/6) travaille dans l'administration publique et au sein d'ONG. Le manque de moyen est un facteur qui limite le respect et la légitimité en politique. Les cotisations, les visites de terrain nécessitent de pouvoir dépenser de l'argent dans la politique. Il est donc évident qu'il existe une corrélation entre le travail rémunéré des femmes et leur place en politique. Pour avoir voix au chapitre, l'occasion de participer aux décisions, il faut pouvoir mettre quelque chose sur la table. Les activités économiques des femmes et les ressources qu'elles mobilisent pourraient renforcer de plusieurs manières leur positionnement politique. Premièrement, les ressources économiques pourraient libérer le temps nécessaire pour la discussion et la participation à la prise de décisions au niveau local. Deuxièmement, elles habiliter les femmes, en leur donnant le sentiment qu'elles sont en mesure d'accomplir quelque chose.

¹⁵ UNECA, les défis nouveaux et émergents en Afrique rapport récapitulatif, 2011

<http://new.uneca.org/Portals/rio20/documents/cfssd7/4AfricaNewEmergingChallengesSummaryReportFR.pdf>

Troisièmement, elles valorisent le statut des femmes au sein de leur communauté, tant auprès des hommes qu'auprès des jeunes.

Pour pallier à la pauvreté des jeunes qui touche d'avantage les jeunes femmes que les jeunes hommes, il faudrait que les pays africains mettent en œuvre des propositions viables pour mettre les jeunes au travail et leur permettre de participer pleinement à la vie politique. Le fait de les exclure et de ne leur offrir que peu de perspectives d'avenir a créé chez eux un certain malaise face à la démocratie qui se traduit par leur éloignement volontaire de la sphère politique. En dépit de ces nombreux défis, de nouvelles opportunités s'offrent aux jeunes pour les aider à s'engager dans la vie publique.

2. LES OPPORTUNITES

NTIC : visibilité et nouveaux espaces d'échanges

La naissance sur le continent d'une passion pour les médias sociaux en ligne pour lancer une nouvelle tendance : le passage à l'Internet mobile, dont les médias sociaux sont les principaux vecteurs. L'Afrique est à l'avant-garde de cette tendance, des études indiquent que lorsque les Africains se connectent sur Internet (principalement avec leurs téléphones mobiles), ils vont plus souvent sur les réseaux sociaux (Face book, Twitter, YouTube...). La messagerie, la recherche de renseignements et la consultation de sites d'informations sont devenues des activités secondaires. Facebook, le principal réseau social en ligne est le site Web le plus visité dans la plupart des pays africains. Il a récemment enregistré une croissance spectaculaire sur le continent et y compte plus de 17 millions d'abonnés. Plus de 15% des internautes africains utilisent cette plateforme, contre 11% d'internautes asiatiques. Lors de récentes élections en Côte d'Ivoire, les candidats ne se sont pas contentés de faire campagne dans les villes et les villages, ils ont transposé leur rivalité en ligne, actualisant fébrilement leurs profils sur Twitter et Facebook. Depuis 2002, le marché africain enregistre une croissance de 49,3%, là où le marché français des télécommunications n'enregistre qu'un taux de croissance annuel pondéré de 7,5%", le Brésil est à 28% et l'Asie à 27,4%, révèle l'enquête sur "le développement des télécommunications en Afrique"¹⁶.

¹⁶ Beatrice Karanja, How Africa Tweet, 2012

<http://allafrica.com/stories/201201261379.html>

Le développement des NTIC sur le continent résulte de la mondialisation et de la modernité qui se traduit par la création de nouveaux outils de télécommunications. Ces nouveaux canaux de communications sont particulièrement attrayants pour les jeunes qui disposent de nouvelles possibilités d'interpeller les décideurs. Les NTIC ont donc transformés les relations économiques, politiques, sociales. Les NTIC raccourcissent les relations spatio-temporelles de concurrence et de domination. Les relations de subalternité, de pouvoir et de savoirs, doivent être intégrées à l'analyse politique du contexte africain. Ainsi, les TIC représentent un espoir de démocratie directe aussi bien qu'un changement de rapport au temps, à l'espace, à la connaissance ; de plus, elles ne sont pas neutres au genre. En effet, en Afrique dans un contexte de pauvreté, de tradition et de conformisme, elle contribue à la nécessaire évolution des concepts de démocratie et de citoyenneté. Grâce aux NTIC, nous assistons de plus en plus à la révision des notions traditionnelles de la vie politique et des rapports de pouvoir. Dans ce nouveau rapport ce sont les jeunes les maîtres car ce sont eux qui maîtrisent le mieux ces outils. Les exemples récents en Tunisie, en Egypte où les appels aux protestations qui ont fait tomber le régime de Moubarak et de Ben Ali ont été lancés sur Facebook. On peut dire que les NTIC ont joué un rôle considérable dans les mobilisations qui ont conduit au Printemps arabe. Les jeunes femmes sont très nombreuses comme bloggeuses en Tunisie on peut citer Rym Boulhal, de l'association jeunesse sans frontière elle est très active. Les espaces virtuels sont de plus en plus nombreux et toujours l'on constate que ce sont les jeunes hommes et femmes qui dominent. Les NTIC constituent un potentiel d'innovation et de transformation sociale que les jeunes femmes sont probablement en mesure d'utiliser avec l'expertise spécifique à leur genre, à leur âge, et à leurs contextes, pour renouveler le sens du politique, de la citoyenneté et de la participation démocratique. Selon la coordinatrice Afrique du réseau iKNOW Politics : *« les femmes politiques qu'elle rencontre sont pour la plupart âgées. Elles n'ont pas ce réflexe de faire du réseautage en ligne. Elles préfèrent le contact direct en personne. Ce problème ne se pose pas chez les jeunes femmes qui privilégient les rencontres virtuelles et leur donne la même importance que les rencontres en personne. Il est primordial de multiplier les cadres d'échange car ils permettent le partage de bonnes pratiques et aussi de résoudre les problèmes qui se posent aux femmes en politique ».* Notre experte Serrano¹⁷ atteste de cela: *Il est important de créer des espaces dans lesquels elles peuvent se rassembler pour partager leur expérience, apprendre ensemble, et chercher des solutions à des problèmes communs. Le résultat des discussions dans ces espaces a généralement un impact sur les pratiques ou politiques internes.»* (Serrano, G. Expert Opinion, 2009).

¹⁷ Serrano G, Opinion d'expert, 2009

En plus, des NTIC d'autres opportunités notamment de textes favorables à la promotion des jeunes femmes sur le continent existent.

Charte africaine de la jeunesse

Article 11 : De la participation des jeunes
1. Tout jeune a le droit de participer librement aux activités de sa société.
2. Les Etats Parties à la présente Charte prennent les mesures suivantes en vue de promouvoir la participation active de la jeunesse aux activités de la société.
Ils s'engagent à:
a) Garantir l'accès des jeunes au Parlement et à tous les autres niveaux de prise de décision conformément aux lois ;
b) Favoriser la création d'une plate-forme pour la participation des jeunes à la prise de décisions aux niveaux local et national, régional et continental de la gouvernance ;
c) Assurer l'accès équitable des jeunes hommes et des jeunes femmes à la prise de décision et à l'exercice des responsabilités civiques ;

Charte africaine de la jeunesse

Les jeunes générations bénéficient d'un environnement plus favorable, comme décrit tantôt: les inégalités de chance d'accès à l'école persistent mais sont atténuées à cause de la pression des organisations civiques et des mouvements féministes. De même, il y a de plus en plus de dispositions législatives incitatives en faveur de l'équité tant au plan national qu'international et ce aussi bien dans le domaine de l'accès aux ressources que dans celui des sphères de décision. Enfin les jeunes générations ont, de par la plus grande circulation de l'information, plus de possibilités d'échanges, de réseautage et donc d'opportunités de lobbying pour faire avancer

leur cause. Dans ce contexte, les gouvernements africains et les partenaires régionaux et internationaux ont commencé à reconnaître que les questions concernant la jeunesse devaient être au cœur de l'agenda du développement. La façon même de percevoir les jeunes africains a tendance à changer, ils ne sont plus perçus comme source de problème, désormais ils font partie de la solution, non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour les pays africains dans leur ensemble. Cette reconnaissance du rôle positif de la jeunesse est très bien illustrée par plusieurs initiatives telles que déclarer l'année 2011 comme celle de la jeunesse par les Nations Unies. Par ailleurs, une charte africaine de la jeunesse a été adoptée le 2 juillet 2006 par l'Union Africaine. Dans cette charte, il est fait mention spéciale de la jeune femme. Les besoins de la jeune femme ont été spécifiquement pris en compte. En effet, des dispositions précises concernent la jeune femme africaine notamment dans l'article 11, il est mentionné clairement qu'il faille donner les mêmes chances aux jeunes hommes et aux jeunes femmes dans la prise de décision. Cette charte constitue un bon fondement juridique pour les jeunes femmes du continent pour faire entendre leurs voix. En outre, la charte africaine de la jeunesse met l'accent sur l'importance de l'éducation et de la formation. Toutefois, l'Union Africaine doit inciter tous les états à ratifier cette charte. Il s'agira alors de veiller à sa bonne dissémination auprès des jeunes et garantir son application.

Dans de nombreux pays africains, il existe un Parlement des jeunes et un conseil national de la jeunesse (CNJ), au Cameroun, le CNJ était dirigé par une jeune dame Marie Tamoifo. Ces parlements de jeunes et d'enfants sont pour la plupart institutionnalisés et disposent de sièges. Les gouvernements respectifs les consultent sur les questions relatives aux jeunes. Ils ont aussi la possibilité d'interpeller les décideurs sur les difficultés de la jeunesse. Ces institutions offrent donc une opportunité pour la jeune femme africaine de se libérer et de s'impliquer dans la vie politique. On note aussi que les jeunes femmes plus qu'avant sont conscientes de la nécessité d'une ouverture d'esprit et d'une bonne culture générale. Elles peuvent donc s'approprier cette charte ainsi que tous les autres instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux pour plaider leur cause et s'engager en politique.

3. LES PERSPECTIVES

A la lumière de ce qui précède, la conjoncture est favorable à la promotion politique des femmes sur le continent cependant des mesures spéciales s'imposent pour favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes femmes leaders. Parmi ces mesures on peut commencer par les quotas qui constituent une manière rapide d'augmenter la part des jeunes dans les parlements par exemple. Au niveau local, des campagnes de sensibilisation auprès des chefs religieux et des conseils de villages pour intégrer certaines jeunes femmes à participer aux décisions de la communauté. Par ailleurs, les jeunes hommes et femmes doivent être formés à l'approche genre, aux politiques économiques sensibles au genre. Ils devraient en outre maîtriser tous les textes CEDEF, Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatifs à la promotion des droits de la femme (1325,1820, 1888). Il s'agit de créer une dynamique de concertation et d'échange avec les jeunes pour qu'ils se sentent concernés par les grandes problématiques du continent. Par exemple, les rencontres des chefs d'états africains à l'Union Africaine devraient être restituées aux jeunes dans chacun des pays respectifs. De même les grandes réunions des Nations Unies devraient aussi impliquer les jeunes femmes pour une meilleure prise en compte de leurs besoins. Des organisations telles que le Conseil National de la Jeunesse devraient appliquer en leur sein la parité pour favoriser la participation des jeunes filles aux prises de décisions. Au plan social, il faudrait un changement de comportement à tous les niveaux, une prise de conscience au sein des familles sur l'importance de donner une chance égale à la jeune fille et au garçon. L'égal accès aux ressources est aussi une condition importante pour l'émancipation économique de la jeune femme ce qui favorisera son implication dans la vie publique. La participation des jeunes femmes aux instances de prise de décision leur permettra d'être mieux positionnées économiquement et matériellement (équipements,

crédits et même l'accès à la terre). Les besoins spécifiques des femmes, leurs projets et programmes seront pris en compte quand elles auront participé à la vie politique.

De manière générale, la participation des jeunes femmes à la politique permet d'améliorer la condition féminine car les décisions à prendre seront toujours analysées sous l'angle du "genre". Les hommes et les femmes doivent gérer ensemble la communauté. L'implication des jeunes femmes dans la vie politique rehausse le niveau de participation aux élections et réduit l'écart entre les hommes et les femmes dans la prise de décision. En somme, la participation des jeunes femmes dans la vie politique va augmenter le taux de participation aux élections et leur représentativité dans les institutions du pays comme l'Assemblée Nationale, les mairies, etc. Lorsqu'elles sont impliquées, les jeunes femmes sont en mesure de décrire leur situation et de proposer des solutions adéquates à leurs problèmes quotidiens.

Conclusion

La part des jeunes femmes de 18 à 35 ans dans les instances politiques a été toujours insignifiante et invisible, car celles-ci sont restées prisonnières du système patriarcal qui a institué une nette séparation entre les rôles masculins et féminins les laissant en marge du pouvoir. Cette recherche confirme que les jeunes femmes africaines sont très peu présentes dans la sphère de la politique formelle alors qu'elles sont très actives dans la sphère associative et culturelle. Pour leur grande majorité, elles ne considèrent pas la vie domestique comme politique : la politique formelle est vue comme le seul domaine socialement reconnu, là où se prennent les "vraies" décisions, alors qu'elles n'y sont pas invitées. Pour celles qui y ont accès, les réseaux sociaux numériques ouvrent des espaces de participation que les jeunes femmes utilisent davantage pour les loisirs et la socialisation plutôt que pour l'action politique. La division des espaces en Afrique semble pour une grande part respectée. Toutefois, l'école a créé une première brèche dans cet ordre établi en permettant aux jeunes femmes d'entreprendre des études hors des lieux de résidence des parents. Désormais les jeunes femmes instruites et qui ont un emploi salarié accèdent donc à des espaces jusque là réservés aux hommes. En plus de ces espaces conquis sur les hommes, les jeunes femmes ont conservé leurs espaces propres comme par le passé et mieux, en ont créé d'autres grâce aux nouvelles technologies de l'information. Les jeunes continueront de représenter un pourcentage important de la population en Afrique subsaharienne et même en Afrique du Nord. Les décideurs africains devraient adopter une

approche plus large qui prenne en compte tous les aspects (sociaux, économiques et politiques) afin de promouvoir le bien-être général des jeunes femmes.

Bibliographie

Afriques créatives, Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone *Formes, enjeux et politiques publiques*, 2012

AJM, Participation politique des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone rapport national du Mali, 2011

Banque Mondiale, Indicateurs du développement en Afrique, 2011

<http://go.worldbank.org/Y4U21Y5FC0>

Beatrice Karanja, How Africa Tweet, 2012

<http://allafrica.com/stories/201201261379.html>

Centre de recherche sur les politiques sociales, 2011

<http://www.afriquejet.com/instance-politique-2011121629795.html>

Charte des partis politiques du Mali, p6, 2005

Hadiza Djibo, *La participation des femmes africaines à la vie politique, les exemples du Sénégal et du Niger*, Paris, L'Harmattan, 2001

John May, Banque mondiale, 2011

<http://go.worldbank.org/G20XVRN7U0>

iKNOW Politics, Réponse récapitulative sur l'engagement des jeunes femmes en politique, 2008

Marcia E. Greenberg, Dr Rachel-C Okani, *Participation Accrue des Femmes à la Prise de Décisions au Niveau Local au Mali*, 2011

OCDE, les dynamiques démographiques, 2007

<http://www.oecd.org/dataoecd/7/42/39803778.pdf>

Serrano G, Opinion d'expert, 2009

UIP, les femmes en politique, 2012

http://ipu.org/pdf/publications/wmmap12_fr.pdf

Zouboye, opinion d'expert, 2012